RAPPORT D'ACTIVITES DU PREMIER TRIMESTRE 2026



Les lots **aux gagnants**, les bénéfices à toute la **Nation.**

Loterie nationale du Bénin, Société Anonyme (SA) avec conseil d'administration au capital social de 2.000.000.000 F CFA, siège Social : Angle avenue Clozel et Boulevard de la Marina 2650, 01 BP 998 - Tél : (00229) 01 2131 4300 / 01 2131 6422, RCCM : RB/COT/09B4513, secretariat.lnb@lnb.bj

Tableau d'activités et de résultat du premier trimestre de l'année 2026

COMPTE DE RESULTATS En millions de FCFA	Mars-26	Mars-25	Variation 2026-2025 Valeur	 %
Chiffre d'affaires (A)	25 521	24 189	1 332	6%
Gains payés aux joueurs (B)	20 657	19 358	1 299	7%
Produit Brut des jeux (C = A -B)	4 864	4 830	34	1%
Autres Charges d'Exploitation (D)	3 773	2 658	1 115	42%
Résultat d'exploitation (E = C - D)	1 091	2 172	-1 081	-50%
Résultat Financier	86	76	10	13%
Résultat Net	848	1 574	-725	-46%

Commentaires de la Direction

Les activités de la LNB présentent des spécificités économiques différenciées selon les segments. Les produits de loterie traditionnelle, tels que le loto 5/90, reposent sur des mécanismes de tirage avec des taux de retour aux joueurs généralement maîtrisés, ce qui leur confère une contribution plus élevée en termes de marge. À l'inverse, les produits de pari sportif, en particulier en ligne, s'inscrivent dans une logique de volume avec des taux de retour aux joueurs structurellement élevés, se traduisant par des marges unitaires plus faibles mais un potentiel de croissance significatif.

Sur le premier trimestre 2026, la dynamique du chiffre d'affaires est principalement portée par le pari sportif en ligne, dont le chiffre d'affaires a progressé de FCFA 2,7 milliards, soit une hausse de 28 %. Cette performance traduit à la fois l'essor du digital, l'attractivité accrue de l'offre et une augmentation des volumes de mises. Toutefois, cette croissance s'accompagne mécaniquement d'une hausse des gains reversés aux joueurs, qui atteignent 2,5 milliards de FCFA, soit un taux de retour aux joueurs de 95 %, limitant ainsi la contribution de ce segment à la marge globale.
En parallèle, les produits de loterie traditionnelle, historiquement plus contributifs en termes de rentabilité, ont enregistré un repli de leur activité. Le chiffre d'affaires du loto 5/90 est ainsi en baisse de 15 %, avec une diminution corrélative des gains payés de 13 %. Cette évolution traduit une moindre dynamique commerciale sur ce segment, dans un contexte de réallocation progressive de la demande vers les offres de pari sportif.

Ces évolutions se reflètent dans la structure du chiffre d'affaires, le pari sportif représentant désormais 48 % du chiffre d'affaires au 31 mars 2026, contre 39 % un an plus tôt. Cette modification du mix produit, au profit d'activités à faible marge, explique que la croissance globale du chiffre d'affaires ne se traduise pas mécaniquement par une amélioration du résultat net.

Ainsi, bien que l'activité globale soit en progression, la dilution de la marge moyenne liée à la montée en puissance du pari sportif (produit à faible marge) pèse sur la rentabilité, expliquant la variation observée du résultat net entre les deux périodes.

D'autre part, l'augmentation des autres charges d'exploitation s'explique par un effet de décalage dans la reconnaissance de certaines charges, le premier trimestre de l'année précédente ayant bénéficié d'un niveau de charges temporairement inférieur, ce qui affecte la comparabilité.

Ces évolutions demeurent toutefois conjoncturelles et s'inscrivent dans une phase de transition du portefeuille d'activités. Des perspectives favorables sont envisagées pour le deuxième trimestre, notamment à travers l'introduction de nouveaux produits de loterie visant à rééquilibrer le mix produit en faveur d'activités à plus forte marge. Par ailleurs, la poursuite des efforts de maîtrise des charges contribuera à améliorer l'efficacité opérationnelle et à soutenir le redressement du résultat net.

Fait à Cotonou, le 30 avril 2026

NB : Les informations trimestrielles ne font pas l'objet d'une attestation de nos commissaires aux comptes.